



Etablissement Public Foncier  
de Grand Est

## **Accord-cadre à bons de commandes**

<p><b>Mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS) de niveau II</b></p>
--

**Cahier des clauses techniques particulières  
(CCTP)**

## Table des matières

1.	Présentation générale .....	4
1.1.	Maître d'ouvrage .....	4
1.2.	Objet de l'accord-cadre .....	5
1.3.	Allotissement.....	5
1.4.	Limites des prestations réalisables avec l'accord-cadre .....	6
2.	Description des prestations .....	6
2.1.	Rappel des dispositions réglementaires .....	6
2.2.	Conception .....	7
2.3.	Réalisation.....	7
2.4.	Réception .....	8
2.5.	GPA .....	8
2.6.	Prestations complémentaires.....	8
3.	Attendus du titulaire .....	8
3.1.	Qualification professionnelle.....	8
3.2.	Désignation d'un responsable technique.....	9
3.3.	Point de cadrage.....	10
3.4.	Engagement des titulaires .....	10
3.5.	Compte-rendu d'activité et réunions portant sur l'exécution du contrat .....	10
4.	Description des livrables.....	11
4.1.	Devis / proposition technique .....	11
4.2.	Avis sur les documents de conception .....	11
4.3.	Déclaration de coordination en matière de SPS (Déclaration préalable).....	11
4.4.	Registre journal de chantier (RJC) .....	12
4.5.	Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) .....	13
4.6.	Plan général de coordination (PGC).....	14
4.7.	Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) .....	15
4.8.	Synthèse des livrables attendus .....	16
5.	Modalités d'exécution générales.....	17
5.1.	Autorité.....	17
5.2.	Moyens matériels .....	17
5.3.	Protection de l'environnement contre les déchets .....	18
5.4.	Sécurité des personnes extérieures au chantier.....	18
5.5.	Substances dangereuses (amiante, plomb, pollution) .....	19
5.6.	Présence du CSPS sur l'opération .....	19

5.6.1.	Participation aux réunions de conception.....	19
5.6.2.	Participation aux réunions de chantier .....	19
5.6.3.	Visites inopinées .....	19
5.7.	Responsabilité .....	20

# 1. Présentation générale

## 1.1. Maître d'ouvrage

L'Établissement Public Foncier de Grand Est (EPFGE) est un établissement public d'État au service des collectivités locales, qui conduit en partenariat avec elles des opérations d'acquisition foncière, d'études et de travaux de reconversion dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2025-2029.

Le territoire d'intervention de l'EPFGE couvre huit départements sur les dix de la Région administrative du Grand Est : les Ardennes (08), l'Aube (10), la Marne (51), la Haute-Marne (52), la Meurthe-et-Moselle (54), la Meuse (55), la Moselle (57) et les Vosges (88).



L'EPFGE réalise des travaux de mise en sécurité, curage, désamiantage, déconstruction, pré-aménagement et gestion des pollutions sur les terrains dont il est propriétaire.

L'EPFGE peut également réaliser des travaux de clos et couvert en réhabilitation, dans le cadre d'un projet global porté par les collectivités ou les partenaires pour le compte desquels il intervient. L'EPFGE n'a pas vocation à réaliser des travaux de construction neuve ou d'aménagement.

L'EPFGE intervient notamment mais non exclusivement sur les typologies d'opérations suivantes :

- Des terrains libres de construction mais porteurs de pollutions,
- Des friches industrielles,

- Des bâtiments en état de ruine (parfois sous arrêté de péril),
- Des bâtiments situés dans des centres-villes et centres-bourgs, dans un tissu bâti dense et imbriqué.

## 1.2. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations intellectuelles portant sur la mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS) de niveau 2, menés sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement Public Foncier de Grand Est.

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes.

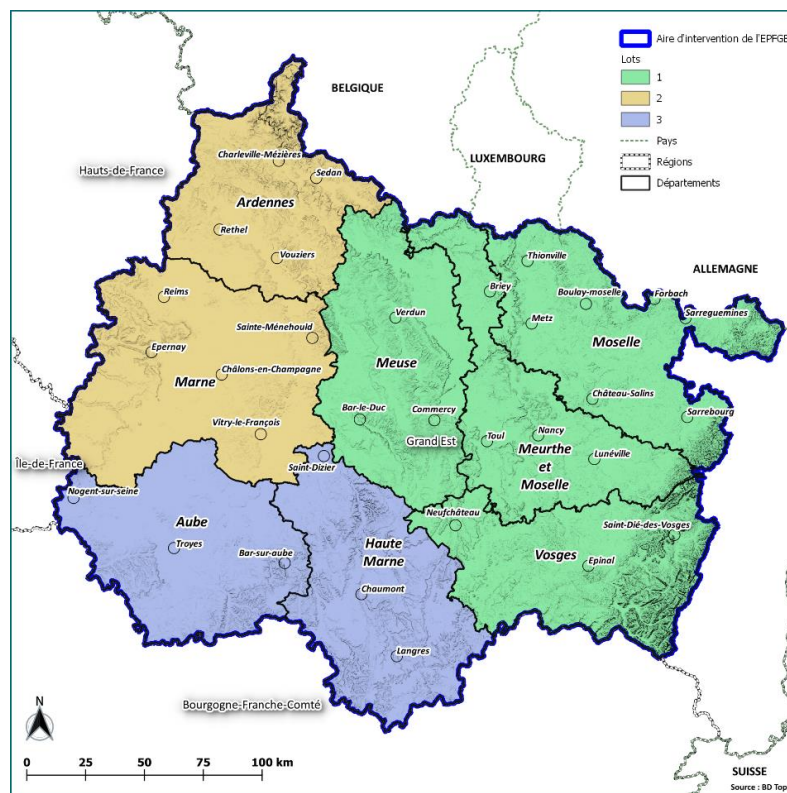
Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un **maximum de 70 000 euros HT par attributaire, par an**.

La durée de l'accord-cadre est de 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

## 1.3. Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

- **Lot 1** : Départements de la Meurthe-et-Moselle (54), de la Meuse (55), de la Moselle (57) et des Vosges (88) – **entre 3 et 4 attributaires maximum**,
- **Lot 2** : Départements de la Marne (51) et des Ardennes (08) – **entre 2 et 3 attributaires maximum**,
- **Lot 3** : Départements de l'Aube (10) et de la Haute-Marne (52) – **entre 2 et 3 attributaires maximum**.



## 1.4. Limites des prestations réalisables avec l'accord-cadre

Ce marché concerne les prestations de CSPS de niveau 2, ainsi, il couvre les opérations de catégorie 2 et 3.

**Prestations exclues** du présent accord-cadre :

- **Les opérations de catégorie 1** : opération de plus de 10 000 hommes x jour (soit plus de 80 000 h) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment, ou 5 pour les opérations de génie civil.
- **Les opérations en groupement de commande ou en co-maîtrise d'ouvrage.**
- **Les opérations dont le montant de travaux est supérieur à 4 millions d'euros hors taxes** (cette limite de montant s'entend en cumulant les coûts des travaux des lots sous maîtrise d'ouvrage de l'EPFGE).

## 2. Description des prestations

**A noter que les prestations de conception pourront être commandées indépendamment des prestations de réalisation / réception / GPA.**

### 2.1. Rappel des dispositions réglementaires

Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes suivants :

- Le code de la commande publique,
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil,
- Directive 92/57/CEE du 24 juin 1992 qui a instauré le principe d'une coordination de sécurité-santé dans le secteur de la construction. Ce texte a été transposé en droit français dans le Code du travail : les dispositions contenues dans les articles R.4532-11 à 16 encadrent la mission de coordonnateur SPS,
- Livre V de la quatrième partie du code du travail,
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail,
- Code du travail, et plus particulièrement les dispositions liées à la coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil
- La norme NF P03-001,
- La norme NF X46-020,
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH),
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs,
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

## 2.2. Conception

Pendant la phase conception, le CSPA devra :

- Participer à une réunion de préparation/coordination avec la maîtrise d'œuvre ;
- Participer aux réunions de travail concernant les phases AVP et PRO ;
- Examiner les plans, documents techniques, planning... et formaliser un avis écrit à chaque phase (DIAG, AVP, PRO) ;
- Établir le plan général de coordination (PGC) quand il est requis ;
- Constituer le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) ;
- Rédiger la déclaration préalable ;
- Préparer le registre-journal de coordination (RJC) dans lequel seront consignés les comptes rendus, instructions relatives à la sécurité, les observations à un participant au chantier, les coordonnées des entreprises intervenant sur le chantier et les dates de leur intervention, y compris pour leurs sous-traitants. Le coordonnateur mettra le registre-journal à la disposition des organismes de contrôle ;
- Mettre en évidence les contraintes spécifiques de l'opération liées, par exemple, à l'utilisation de moyens de levage, à la création d'accès particuliers...

## 2.3. Réalisation

Pendant la phase réalisation, le CSPA devra :

- Prendre en compte les modalités d'intervention des différentes entreprises y compris leurs sous-traitants et la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitations sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Veiller à l'application correcte des mesures qu'il a définies ;
- A la demande de la maîtrise d'ouvrage, relire et viser les permis de feu des entreprises ;
- Mettre à jour le dossier de DIUO, en fonction des modifications du projet pendant la réalisation ;
- Mettre à jour le registre-journal de coordination (RJC) ;
- Mettre à jour la déclaration préalable ;
- Réaliser les inspections communes avec les entreprises ;
- Harmoniser les PPSPS et examiner le plan de retrait amiante ;
- Être présent sur le chantier en réunion (sur convocation) ou en visites inopinées.

## 2.4. Réception

Pendant la phase réception, le CSPS devra :

- Participer à la réception des ouvrages ;
- Réviser et finaliser le DIUO.

## 2.5. GPA

Pendant la durée de la GPA, le CSPS devra :

- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, si les travaux post-réception peuvent générer de la coactivité ou un risque particulier ;
- Modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

## 2.6. Prestations complémentaires

En fonction des spécificités de l'opération et des besoins de la MOA, un certain nombre de missions complémentaires pourra être confié au CSPS, dont les prix sont exprimés unitairement dans l'annexe financière, à savoir :

- Visite préalable à l'établissement du devis, si le site le nécessite (à la demande du maître de l'ouvrage),
- Réunion de conception au-delà des 3 prévues à l'article 5.6.1 du présent CCTP,
- Réunion de chantier supplémentaire au-delà de la fréquence minimale prévue à l'article 5.6.2 du présent CCTP,
- Visite inopinée supplémentaire au-delà de la fréquence minimale prévue à l'article 5.6.3 du présent CCTP,
- Visite inopinée effectuée en horaire de nuit (par exemple travail avancé tôt le matin en période de canicule),
- Participation à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC,
- Examen et avis sur le contenu du Dossier de Consultation Entreprise (DCE),
- Examen du contenu des offres travaux lors de l'analyse de celles-ci.

# 3. Attendus du titulaire

## 3.1. Qualification professionnelle

Le niveau de compétence minimal requis, selon les catégories d'opération, pour exercer la fonction de coordonnateur SPS est fixé aux articles R4532-23 à R4532-29 du Code du travail (expérience professionnelle en matière de construction et de prévention des risques et suivi d'une formation dispensée par un organisme certifié) :

- Niveau 1 : aptitude à coordonner toutes opérations



- Niveau 2 : aptitude à coordonner les opérations des deuxièmes et troisièmes catégories
- Niveau 3 : aptitude à coordonner les opérations de troisième catégorie.

**Pour mémoire, le présent accord-cadre ne concerne que le niveau 2.**

Conformément à l'article R4532-29 du code du travail, le maître d'ouvrage justifie, sur demande de l'inspection du travail, de la compétence du coordonnateur qu'il a désigné. Avant notification et tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire du marché a l'obligation de proposer une personne physique dont les compétences en matière de coordination SPS respectent le présent article.

Le titulaire s'engage à justifier des compétences du CSPS sur simple demande de l'EPFGE tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Le CSPS attribué à une opération doit être titulaire de l'attestation de compétence à jour correspondant aux missions de coordonnateur durant les phases de conception et de réalisation. Le niveau de compétence attribué par cette attestation devra correspondre à la catégorie d'opération visée.

La coordination sera assurée pour chaque phase (conception et réalisation) par les personnes physiques nommément désignées lors de l'émission du bon de commande.

Conformément à l'article R.238-6 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique qui exerce la fonction de coordonnateur, en son propre nom ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée, dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil, de la fonction de contrôleur technique visée à l'article L. 111-23 du code de la construction et de l'habitation.

### 3.2. Désignation d'un responsable technique

Dès la notification d'une commande, le titulaire propose au représentant du service bénéficiaire, la personne physique compétente pour exécuter la mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé. À ce titre, le titulaire communique au représentant du service bénéficiaire à l'origine de la demande la justification de son niveau de compétences.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la mission la même personne physique comme CSPS. Il proposera également pour chaque intervention un suppléant en cas d'empêchement de la personne désignée.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Le titulaire communique au représentant du maître de l'ouvrage le nom, le curriculum vitae d'un coordonnateur remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes au coordonnateur désigné en premier.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du service bénéficiaire. Tout changement doit immédiatement être notifié au représentant du service bénéficiaire et être dûment motivé, conformément aux conditions fixées à l'article 6.1 « Conditions de réalisation des prestations » du CCAP.

### 3.3. Point de cadrage

À compter de la validation de la commande, et en tout état de cause avant le début de chaque prestation, un point de cadrage est organisé entre la personne désignée par le titulaire pour le suivi de l'opération et le représentant du maître d'ouvrage.

Ce rendez-vous pose les modalités de la mission de CSPS, les attentes du maître d'ouvrage, le périmètre exact de chaque prestation, le planning et les conditions d'exécution.

Ce rendez-vous peut être réalisé par téléphone ou en visioconférence.

### 3.4. Engagement des titulaires

Pour chaque opération, le titulaire devra, dans le cadre de l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants.

### 3.5. Compte-rendu d'activité et réunions portant sur l'exécution du contrat

Chaque année, dans le mois précédant la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire devra adresser au maître de l'ouvrage un compte-rendu de l'activité de l'année passée comportant :

- Détail des commandes passées (numéros des bons de commandes, montants, noms du CSPS désigné et de son suppléant) ;
- Détail des éventuelles évolutions dans les effectifs du titulaire concernant les personnes physiques dédiées à l'exécution des prestations du présent contrat ;
- Attestation de compétence à jour / renouvellement d'agrément si nécessaire ;
- Bilan des éventuelles difficultés rencontrées.

La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'organiser des rendez-vous à son siège pour échanger avec les titulaires. Ces rendez-vous pourront avoir lieu une fois par an, ou davantage si les circonstances l'exigent (notamment des difficultés dans l'exécution des contrats, relevées par la maîtrise d'ouvrage ou par les titulaires).

## 4. Description des livrables

### 4.1. Devis / proposition technique

À chaque nouvelle sollicitation, le maître de l'ouvrage adressera une note décrivant de manière circonstanciée et précise l'opération à venir (modèle joint à la présente consultation sous le nom « Annexe Fiche Opérations », susceptible d'évoluer marginalement).

Sur la base de cette description, le CSPS sollicité adressera une réponse détaillée, précisant :

- La complexité estimée de l'opération permettant d'appliquer le coefficient prévu à l'annexe financière,
- Les points d'alerte / d'attention particulière identifiés,
- Le nombre d'heure évalué en phase conception, en phase réalisation et en phase réception.

En cas de désaccord, la maîtrise d'ouvrage s'appuiera sur la matrice de calcul de la CARSAT Nord-Est dont le fichier Excel est joint à la présente consultation afin d'évaluer un nombre approximatif d'heures en phase conception et en phase réalisation, ainsi que la complexité des chantiers. Sur cette base, le CSPS sollicité et le maître de l'ouvrage devront échanger sur le degré de complexité de l'opération.

À noter : il est attendu des titulaires une vigilance et une alerte du maître de l'ouvrage si l'opération ne relève pas du périmètre du présent marché (notamment, d'éventuelles opération relevant de prestations de niveau 1, exclues du présent accord-cadre et qui devront faire l'objet de consultations spécifiques).

### 4.2. Avis sur les documents de conception

Le CSPS répondra aux demandes d'avis formulées par la maîtrise d'ouvrage sous la forme d'une note circonstanciée, datée et numérotée.

De manière à compléter sa réponse, le CSPS prendra contact autant que de besoin avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour obtenir les éventuelles informations complémentaires nécessaires à l'élaboration de son avis.

### 4.3. Déclaration de coordination en matière de SPS (Déclaration préalable)

Pour mémoire, la maîtrise d'ouvrage doit envoyer la déclaration préalable aux organismes d'inspection et de prévention au plus tard à **la date de dépôt du permis de construire**.

Pour une opération sans permis de construire, la maîtrise d'ouvrage doit adresser la déclaration **au moins 30 jours avant le début effectif des travaux**.

Les organismes auxquels adresser la déclaration sont : **la DDETS, la CARSAT et l'OPPBTP.**

Ainsi, le CSPS devra :

- Recueillir les données pertinentes auprès du maître de l'ouvrage (allotissement définitif ou prévisionnel, durée du chantier, etc.)
- Produire les documents selon le formulaire Cerfa 13630\*02 (déclaration préalable à toute opération du secteur du bâtiment ou génie-civil supérieur à 500 hommes-jours) ou tout formulaire établi par le Ministère du travail qui viendrait à le remplacer.
  - À noter : il est attendu du CSPS un document **complet et sans erreurs**. La maîtrise d'ouvrage redemandera le document tant que ces conditions ne seront pas remplies.
- Adresser le formulaire complété par mail sous format PDF à la maîtrise d'ouvrage (contact de l'opération) et indiquer de manière claire les adresses **à jour** des organismes de prévention auxquels le CERFA doit être envoyé. Le CSPS devra fournir les adresses postales complètes, ainsi que, le cas échéant, les adresses électroniques ou le service en ligne venant à les remplacer.

#### 4.4. Registre journal de chantier (RJC)

Pour chaque chantier :

Le titulaire met en place un RJC dans lequel il consigne tous les éléments concernant l'hygiène, la sécurité et la prévention de la santé au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1. Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
2. Les observations ou notifications qu'il juge nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés, avec leur réponse éventuelle. Les observations du CSPS sont prises en compte par les intervenants visés. Si ces derniers contestent une observation, ils doivent le justifier. Le CSPS dispose alors d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la contestation par écrit (courriel) pour effectuer une nouvelle proposition ;
3. Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Si nécessaire, cette liste est précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
4. La conversion hebdomadaire homme / jour présente sur le chantier. Sur leur demande, il présente le RJC au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou à son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment (OPPBTP), et au représentant du chef de service de

prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques ;

5. Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Le titulaire dispose de 7 jours ouvrés pour ouvrir le RJC à compter du point de départ du délai d'exécution de chaque commande, puis de 48h après chaque passage pour le mettre à jour.

Une copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est annexée au RJC.

Toute visite sur site donnera lieu à la production d'un compte-rendu, qui sera numéroté et ajouté au registre-journal.

**Les comptes-rendus de visites (prévues ou inopinées) devront obligatoirement contenir des photographies faisant état des constats relatés par écrit et viser explicitement les intervenants concernés par les éventuelles remarques formulées.**

#### 4.5. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Chaque entreprise établit son propre plan qui est adressé au coordonnateur, préalablement à l'inspection commune et au démarrage de l'intervention, pour harmonisation des PPSPS des différentes entreprises, et annexion au PGC. Cette action d'harmonisation est essentielle dans la démarche du CSPS qui prendra le plus grand soin à optimiser les mesures prévues par chaque entreprise, notamment en rationalisant celles redondantes ou en mutualisant celles communes. Le titulaire dispose au maximum de 7 jours ouvrés pour harmoniser les PPSPS à compter de la réception de l'ensemble des PPSPS demandés.

Si une entreprise ne fournit pas son PPSPS dans les délais requis, le CSPS en informe le maître d'ouvrage et intervient directement auprès de l'entreprise.

Le CSPS est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier et soumis à l'obligation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) établis par les autres entrepreneurs. En outre, le CSPS communique aux entrepreneurs qu'il juge utile les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros-œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail.

Le maître de l'ouvrage devra communiquer au CSPS les acceptations des sous-traitants pour permettre au CSPS de procéder à l'inspection commune préalable. Il revient à

l'entreprise titulaire du marché de s'assurer que les Inspections Communes et que les PPSPS des entreprises sous-traitantes, qui sont sous sa responsabilité, sont réalisés avant le démarrage des prestations. Il revient au CSPS de s'assurer que l'ensemble des entreprises intervenant au chantier ont bien fait l'objet des déclarations obligatoires nécessaires.

#### 4.6. Plan général de coordination (PGC)

Pour chaque chantier :

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est intégré aux documents contractuels constituant le marché de chaque entreprise intervenant dans l'opération. Le délai de remise du PGC est indiqué au titulaire dans chaque bon de commande.

Il comporte notamment :

- 1) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2) Les mesures d'organisation générale des chantiers arrêtées par le maître d'œuvre, en concertation avec le CSPS ;
- 3) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, en concertation avec le maître d'œuvre, concernant notamment :
  - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
  - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
  - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
  - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
  - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
  - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
  - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 4) Le cas échéant, les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant ;
- 6) Les renseignements pratiques propres au lieu du chantier concernant les secours et l'évacuation des personnes, ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

- 7) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document contractuel avec les entrepreneurs. Il sera complété avec les PPSPS ainsi que les adjonctions éventuelles en annexe pendant toute la durée du chantier, et remis au maître de l'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination.

Il doit prendre en compte la réalité du chantier et les différentes versions incluant les adaptations apportées tout au long de la vie du chantier seront indexées (numéro d'enregistrement et date de la version).

#### 4.7. Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le CSPS établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) prévu à l'article L.4532-16 du Code du Travail, en rassemblant sous bordereau tous les documents tels que les plans et notes techniques, de nature à sécuriser et faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ce dossier est élaboré dès la phase conception par le CSPS en lien étroit notamment avec la maîtrise d'œuvre puis complété en phase réalisation avec l'ensemble des intervenants concernés sur le chantier.

Le DIUO est complété au fur et à mesure de l'avancement du chantier en demandant aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO. Le CSPS ne devra en aucun cas arguer de la non-remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO. Le CSPS sera exonéré de toute faute si les entreprises titulaires n'ont pas répondu aux demandes de fourniture des documents du CSPS.

Le DIUO est remis sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte) par le CSPS en titre au maître de l'ouvrage, au plus tard 7 jours ouvrés après à la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une photocopie du procès-verbal de transmission au maître de l'ouvrage du DIUO doit être annexée au registre journal (code du travail, article R.4532-39).

Il comporte notamment, s'il s'agit de lieux de travail, le dossier de maintenance des lieux de travail défini par l'article R.4211-3 du code du travail.

Pour les autres ouvrages, doivent notamment figurer au dossier les dispositions suivantes, listées de manière non exhaustive :

- 1) Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- 2) Pour l'accès en couverture, et notamment :
  - a) Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
  - b) Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
  - c) Les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes.

- 3) Pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- 4) Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :
  - a) Le ravalement des halls de grande hauteur ;
  - b) Les accès aux cabines d'ascenseurs ;
  - c) Les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
- 5) Pour les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet.

Le DIUO intégrera un modèle de fiche ou de tableau qui servira de document de liaison avec les entreprises qui consulteront le dossier pour assurer la traçabilité de ces consultations et la prise en compte des dispositions fondamentales pour leurs interventions telles que les accès des personnels, la situation de travail et l'accès de l'approvisionnement.

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur est requis, un exemplaire du dossier (s'il existe) est remis au coordonnateur désigné par le maître de l'ouvrage. Il apportera au dossier les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux. Les destinataires de ces informations sont les mêmes que pour le dossier initial, selon la même procédure (code du travail, article R.4532-98).

#### 4.8. Synthèse des livrables attendus

Les documents sont à remettre au format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte).

Le titulaire s'engage à transmettre les livrables correspondant aux exigences de forme, de format, de qualité et de niveau de détail définis en accord avec l'EPFGE.

A minima, les documents attendus au titre de livrables sont, conformément au présent CCTP :

- Le devis relatif à chaque nouvelle demande d'intervention ;
- Les déclarations préalables ;
- Les avis sur les documents de conception ;
- Le Registre journal de chantier (RJC) ;
- Le plan général de coordination (PGC) ;
- Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- Le dossier d'intervention ultérieure à l'ouvrage (DIUO) et ses mises à jour éventuelles.

Tous les livrables sont inclus au BPU.

Concernant les missions complémentaires :

- Note d'avis sur le contenu du Dossier de Consultation Entreprise (DCE) ;
- Note d'analyse du contenu des offres travaux lors de l'analyse de celles-ci.



Le titulaire est assujéti au respect des délais et de la qualité des livrables sous peine de mise en œuvre des pénalités de retard, de réfections voire de la résiliation de l'accord cadre.

## 5. Modalités d'exécution générales

Toutes les modalités d'exécution sont incluses au BPU.

### 5.1. Autorité

Le CSPS aura un droit d'accès permanent au chantier, et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission. Il disposera également d'un libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Pour toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que tout manquement aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs constaté sur les chantiers, le CSPS procédera de façon progressive à :

1. Une remarque verbale avec consignation dans le registre journal accompagnée de la réaction de l'entreprise ;
2. Une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage, si le problème persiste ;
3. Une remarque en réunion de chantier avec mention portée au registre-journal du chantier (RJC) en cas d'absence de réaction ;
4. Une demande d'arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant, adressée au maître de l'ouvrage avec inscription au RJC.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger et fournir un compte rendu simultanément au maître de l'ouvrage. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre journal avec la description de l'incident, des mesures prises et de l'entreprise et des personnels concernés.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants est soumis au maître de l'ouvrage.

### 5.2. Moyens matériels

Les communications téléphoniques et équipements individuelles du CSPS sont à sa charge. Les salles de réunions nécessaires pour le suivi régulier seront fournies dans le

cadre des installations de chantier ou auront lieu dans une salle désignée à cet effet par la maîtrise d'ouvrage.

Les trajets nécessaires à la bonne exécution de l'ensemble des prestations sont inclus dans les prix du marché.

### 5.3. Protection de l'environnement contre les déchets

L'EPFGE est fortement engagé en faveur de la protection de l'environnement. Cela se traduit notamment par la charte environnementale annexée à son onzième programme pluriannuel d'intervention pour la période 2025-2029.

Ainsi, le titulaire s'engage à associer à sa mission la prise en compte de la gestion des déchets selon les prescriptions de la norme NF P03-001.

En phase de conception, il prendra en compte la problématique de la gestion des déchets dans les interventions et documents produits par le titulaire (assistance au maître de l'ouvrage sur le principe de gestion à retenir, information des entreprises concernant les attentes du maître de l'ouvrage, rappel de certains textes utiles aux entreprises...).

En phase de réalisation, il mettra en application les dispositions établies en phase de conception (cohérence des principes retenus pour la collecte et l'évacuation des déchets avec le PGCSPPS (avec le schéma d'organisation du suivi et de l'enlèvement des déchets le cas échéant), contrôle de la mise en œuvre de l'ensemble...).

### 5.4. Sécurité des personnes extérieures au chantier

En tant qu'assistant au maître de l'ouvrage, et pour soutenir ce dernier dans l'accomplissement de la fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre, le titulaire associera à sa mission une alerte sur la présence de personnes extérieures au chantier, dont les travailleurs dissimulés tels que le définit l'article L.8222-6 du code du travail.

En phase de conception, il développera dans le PGC les conditions d'accueil et de visite des personnes extérieures au chantier. Il insèrera également un ou plusieurs articles pour la prévention contre le travail dissimulé (information aux entreprises à travers le PGCSPPS sur le sujet, contrôle de la présence dans le PPSPS d'une copie de la carte d'identification professionnelle, ou d'un équivalent, des personnels intervenant sur le chantier...).

En phase de réalisation, il alertera le maître de l'ouvrage s'il se trouve en présence de personnes extérieures au chantier, y compris de personnels dissimulés (vigilance lors des visites de chantier (notamment les visites inopinées) aux écarts d'effectifs et à la concordance des listes (nominatives ou non) avec le personnel présent sur chantier, signalement de toute anomalie au maître de l'ouvrage et report sur le RJC).

## 5.5. Substances dangereuses (amiante, plomb, pollution)

Le titulaire devra prendre en compte la présence d'amiante, de plomb, ou d'autres substances dangereuses le cas échéant (terres ou eaux polluées notamment), intégrer cette problématique dans les différents livrables, et veiller à la bonne application des précautions nécessaires et obligatoires par les entreprises intervenantes.

## 5.6. Présence du CSPS sur l'opération

### 5.6.1. Participation aux réunions de conception

Le titulaire se rend disponible pour participer ~~à~~ minima à **trois réunions de conception**, destinées à mettre en place une coopération poussée entre le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

Ces réunions ont notamment pour objectif d'approfondir l'organisation du chantier pour développer de manière performante et économique le PGC, notamment en mutualisant les actions de sécurité des entreprises.

Elles doivent également permettre de faire des choix relatifs à la conception du projet intégrant des éléments de sécurité dans un objectif de sécurisation des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

### 5.6.2. Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe à une partie des réunions de chantier (**à raison d'un minimum de deux réunions par mois réparties selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage**), destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le PV de l'ensemble de la réunion de chantier sera adressé par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

Le CSPS pourra être convoqué dans la limite des exigences de l'accord-cadre.

En cas d'absence non justifiée, le titulaire du marché se verra appliquer les pénalités afférentes conformément à l'article 8.1 Pénalités du CCAP.

La maîtrise d'ouvrage pourra solliciter la présence du CSPS à des réunions de chantier supplémentaires si la situation l'exige au travers de commandes de prestations complémentaires prévues au présent marché.

### 5.6.3. Visites inopinées

**Un minimum de deux visites mensuelles inopinées est effectué sur chantier.**

La maîtrise d'ouvrage pourra solliciter auprès du CSPS des visites inopinées complémentaires si la situation l'exige, au travers de commandes de prestations complémentaires prévues au présent marché.

En cas de travaux en horaires décalés / horaires « de nuit », la maîtrise d’ouvrage pourra solliciter auprès du CSPS des visites inopinées en dehors des heures de travail habituelles (par exemple, travail avancé tôt le matin en période de canicule). Ces visites sont prévues dans l’annexe financière, comme prestation complémentaire. Il reviendra à la maîtrise d’ouvrage de passer la commande nécessaire.

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer. Il en avise préalablement par courriel le maître de l’ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l’ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite est porté au RJC. Il précise le temps de visite, son objet et les observations.

**Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier.**

## 5.7. Responsabilité

Le maître de l'ouvrage veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en s’assurant qu’il est invité et qu’il a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.